

Maintenant, les témoignages sont plutôt contradictoires ici, puisqu'il dit qu'il n'y a pas eu d'augmentation dans le prix de l'avoine, des provisions et du porc; et si le thé et la mélasse sont à meilleur marché, comment se fait-il que le prix des objets de consommation pour les chantiers se soit augmenté?

L'honorable monsieur a reconnu, ainsi que l'honorable député de Northumberland, que leurs prédictions à l'effet que les gages augmenteraient ne s'étaient pas accomplies. Eh! bien, je comprends ceci: que s'ils obtiennent plus pour leur bois que l'année dernière, et si les provisions des hommes coûtent plus qu'autrefois, ainsi qu'ils le prétendent; et comme ces messieurs contrôlent, dans une large mesure, le travail et le prix du travail dans leur région, ils auraient dû, pour se conformer à la loyauté la plus vulgaire, élever les gages de leurs hommes; ils auraient, en agissant ainsi, été plus conséquents après leurs grandes protestations de pitié pour le pauvre.

Relativement au commerce avec les Indes Occidentales, je dois dire ici que ce commerce a considérablement contribué à augmenter la valeur et le revenu des navires de faible tonnage, et les côtières reçoivent maintenant des cargaisons telles qu'ils n'en ont pas reçues depuis de longues années.

SIR ALBERT J. SMITH: Où?

SIR SAMUEL L. TILLEY: Dans les ports du Nouveau-Brunswick. Il se construit actuellement à Saint-Jean un grand nombre de vaisseaux, expressément pour le commerce avec les Indes Occidentales et pour le commerce avec les Etats-Unis. Les prix de transport sont plus élevés, et je tiens d'une autorité indiscutable que, depuis le mois de décembre dernier, le nombre des vaisseaux, dans le port de Saint-Jean, a été plus grand qu'il n'avait été depuis dix ans, pendant la même période. Je ne dis pas que tout ce résultat est dû à la politique nationale, mais assurément cela montre que la politique nationale n'a pas ruiné Saint-Jean, ni le nouveau-Brunswick, et que Saint-Jean n'est pas dans l'état de banqueroute et de délabrement décrit par les honorables messieurs de la gauche.

Vous pouvez parcourir cette ville et la province elle-même, comme j'ai eu l'occasion de le faire, et je n'hésite pas à dire, puisque je parle de cette province et de sa

SIR SAMUEL L. TILLEY.

condition présente, des banqueroutes qui y sont arrivées et dont l'on attribue la cause à la politique nationale, que ces banqueroutes sont moindres que dans aucune autre partie du pays, en proportion du chiffre de la population, et je demande aux honorables messieurs de la gauche de nommer deux hommes, ou même un seul homme, qui ait été conduit à la banqueroute par la politique nationale. Ils ne peuvent le faire. C'est alors qu'on leur demande des détails qu'ils sont incapables d'établir leurs dires.

Lorsqu'ils attaquèrent les industries de la ville de Sainte-Catherine, ils reçurent leur réponse; et il en est ainsi chaque fois qu'on leur demande de préciser; ils reçoivent une réponse nette et positive à leurs déclarations.

De même relativement à Saint-Jean. Sur ce point, on peut se procurer les informations en vingt-quatre heures, s'il en existe. Je demande qu'on me cite le nom d'un seul homme qui ait été forcé à faire banqueroute en conséquence de la politique nationale.

SIR ALBERT J. SMITH: Comment pourrait-on établir cela?

SIR SAMUEL L. TILLEY: Comment établir ceci? Mais on a fait l'assertion au contraire. Cependant, si les honorables messieurs qui ont fait cette assertion n'en savent rien, s'ils n'ont aucune preuve à cet égard, s'ils ne peuvent prouver qu'un seul homme ait été conduit à la banqueroute par la politique nationale, comment peut-on affirmer qu'un grand nombre ont été poussés à la banqueroute par la politique nationale? Si cela peut être prouvé, je demande comment on peut affirmer le contraire, et pourquoi?

Le fait est que sur le nombre de ceux qui ont fait faillite à Saint-Jean depuis lors, il n'y en avait peut-être pas un qui ne fût insolvable au lendemain du feu. Je voudrais savoir, monsieur l'Orateur, ce qu'il serait advenu dans les différentes parties de la Confédération si nous n'avions pas eu la politique nationale, qui a donné la vie aux diverses industries de cet immense pays?

Laissant maintenant le Nouveau-Brunswick pour le moment—car j'ai l'avantage de répliquer à tout ce qu'on peut dire du côté de l'opposition—j'arrive à la question des manufactures. J'ai dit brièvement, relativement aux manufactures du pays, qu'après en avoir visité un grand nombre,